

Le Monde.fr

Dialogues.

Vendredi 4 mai 2018 - 1167 mots, p. 18

Débats & Analyses

« Non, l'islam radical n'est pas seul responsable des agressions contre les juifs »

Le récent manifeste contre « le nouvel antisémitisme » a de nombreux défauts, dénoncent plusieurs personnalités, notamment celui d'éviter toute référence à l'extrême droite explicite, dans une tribune au « Monde », un collectif d'intellectuels parmi lesquels Thomas Piketty, Etienne Balibar, Anne Coppel ou Arlette Farge.

Tribune. Nous souhaitons, par ce texte collectif, contribuer aux vigoureuses protestations qui viennent de s'élever devant la publication par *Le Parisien* (du 21 avril) d'un « manifeste » signé par quelques centaines de personnes du monde politique, artistique et intellectuel et qui, de fait, constitue un appel à la haine et à une guerre civile larvée qui ne dit pas son nom.

Prétendant dénoncer un « *nouvel antisémitisme* », ce « manifeste » impute au seul « islam radical » les agressions commises à l'égard de citoyens français juifs, sans référence aucune à l'antisémitisme d'extrême droite qui monte dans toute l'Europe (pays de l'Est, Allemagne, Autriche) et dont on ne peut ignorer tout autant la présence en France.

Leur souci d'éviter toute référence aux courants d'extrême droite actifs, y compris juifs, les conduit à ignorer ou à taire aussi bien les interventions du groupe Génération identitaire contre les immigrés que la présence tolérée, lors de la dernière marche silencieuse, de la Ligue de défense juive (LDJ), qui a tenté de s'instituer en service d'ordre, alors que ce groupe est interdit en Israël même. Leur prétendu antiracisme, dont fait partie la lutte contre l'antisémitisme, est donc à géométrie variable.

Tissu d'amalgames et de contre-vérités

Au mépris total des faits et de l'histoire de France, avec une manipulation douteuse des chiffres en matière d'agressions, ce manifeste ne peut qu'exacerber les tensions sociales en France. En outre, il prend en otage ceux d'entre nous qui, juifs, se sentent constamment soumis au chantage d'un péril antisémite, hélas, aujourd'hui réel, dès qu'ils se démarquent de la politique d'un Etat qui n'est pas le leur.

Il semble condamner tout communautarisme, mais cherche à imposer la notion de « communauté juive » supposée intégrer tous les juifs de France sous la bannière du CRIF [*Conseil représentatif des institutions juives de France*], qui n'en représente qu'un nombre infime, et ainsi exacerbe l'antisémitisme qu'il dit vouloir combattre.

Ce manifeste, qui perpétue le fantasme d'une future et discrète « Nuit de cristal » en France à travers une prétendue « *épuration ethnique à bas bruit* », semble aussi ignorer l'article

du Monde du 21 avril [*« L'Allemagne s'inquiète d'une recrudescence des actes violents contre les juifs »*] qui nuance les faits : *« Qu'un certain nombre d'agressions soit le fait de personnes de confession musulmane, nul ne le nie. Reste que les statistiques de la police rappellent que, dans 95 % des cas, les auteurs de délits antisémites enregistrés en 2017 étaient liés à l'extrême droite. »*

Les textes sacrés restent sacrés

Aussi, nous dénonçons le tissu d'amalgames et de contre-vérités qui courent tout au long de ce « manifeste » :

Amalgame entre, d'une part, des violences et des actes meurtriers perpétrés contre des citoyens juifs français par des terroristes déclarés et, d'autre part, des assassinats de type crapuleux, comme celui de Mireille Knoll, dont la preuve qu'il relèverait de l'antisémitisme ne repose que sur la connaissance, par l'auteur du crime, de la religion de sa victime.

Amalgame entre une idéologie politico-religieuse, le salafisme, et une religion essentialisée comme seule porteuse de violences, l'islam. Quant à la nécessité de réviser les textes sacrés, ni la Bible ni les Evangiles n'ont été critiqués ou remis en cause par [le concile oecuménique] Vatican II, qui a fait supprimer de la liturgie certains passages accusant les juifs de déicide, sauf dans les églises intégristes qui ne reconnaissent pas l'intervention pontificale. Les textes sacrés restent sacrés. Seules leur lecture et interprétation ont été revisitées. S'appuyer sur les prêches et interprétations du Coran des imams salafistes pour demander que « des versets du Coran soient frappés d'obsolescence », c'est attribuer à l'ensemble des croyants multiformes musulmans une attitude haineuse envers les juifs. C'est aussi leur attribuer une identité ethno-religieuse, à l'instar de l'image façonnée, au cours des siècles, des juifs comme « race à part ».

Amalgame entre antisionisme et antisémitisme, qui assimile la contestation de la politique coloniale et raciale d'Israël à l'égard des Palestiniens (sans oublier les discriminations à l'égard des falachas juifs d'Ethiopie et de la récente émigration africaine, commises notamment par les courants ultraorthodoxes) à ladite « volonté de destruction des juifs » par des mouvements extrémistes au Proche-Orient. En oubliant que l'Etat israélien s'autoproclame « Etat juif » et s'arroge le droit de parler au nom des juifs du monde entier. Amalgame dont plusieurs personnalités « hors de tout soupçon » ont fait les frais (François Maspero, Charles Enderlin et tant d'autres) lorsque l'on a cherché à les faire condamner par la justice comme antisémites ou en les empêchant de continuer à exercer leur métier. De même pour tous ceux et celles, juifs et juives, qui ont subi diffamations ou calomnies publiques comme, par exemple, l'ex-ambassadeur et ancien déporté Stéphane Hessel, auteur du manifeste Indignez-vous !, Edgar Morin ou l'ancien président du CRIF Théo Klein, dès qu'ils refusèrent de cautionner inconditionnellement la politique de l'Etat d'Israël. Et dernièrement, l'actrice Natalie Portman, traînée dans la boue parce qu'elle avait refusé de participer aux cérémonies du prix Genesis, ne voulant soutenir ni la politique de Nétanyahou ni « la violence, la corruption, les inégalités et l'abus de pouvoir ».

Attaques contre la pensée critique

Il ne faut pas pour autant négliger, dans les prisons comme dans les quartiers que la République française nomme de « non-droit », la progression d'idéologies salafiste et wahhabite qui

reprennent la « théorie du complot juif », revisitée par l'extrême droite et relayée par les réseaux sociaux.

Il faut rappeler que cette même République a été sourde aux appels de travailleurs sociaux - laïques et musulmans (mais pourquoi définirait-on certains citoyens par leur appartenance religieuse ?) - pour lutter contre les prêches de ces imams. Cette même République a été sourde également aux études des anthropologues et des sociologues sur la montée des mouvements religieux servant de rempart ou de colmatage socio-éducatif au retrait des services publics et des pouvoirs régaliens dans certaines périphéries paupérisées.

Les attaques contre la pensée critique, appelée par le « manifeste » pensée de la « *gauche radicale* », réduisent les analyses des phénomènes de paupérisation et de ségrégation sociale - conjugués à la montée du consumérisme et au ressentiment de ne pas être du bon côté de la fracture - à une position idéologique.

Les détracteurs de la pensée critique, eux, pensent si bien qu'ils parlent d'épuration ethnique pour désigner la fuite des quartiers paupérisés vers des quartiers plus « sécurisés » et gentrifiés de certaines fractions de la population juive. Quand, dans l'Afrique du Sud post-apartheid, des fractions aisées de la population noire ont quitté les townships pour des quartiers blancs et que les Blancs ont déserté ces mêmes quartiers, a-t-on parlé d'une « *épuration ethnique* » ?

Tant de confusions et d'amalgames font donc de ce « manifeste », à l'opposé du souhait annoncé de bon nombre de ses signataires, une véritable incitation à la haine raciste et même antisémite.

Signataires :

Jean-Loup Amselle (anthropologue, EHESS), Jocelyn Aznar (EHESS), Bertrand Badie (professeur Sciences politiques), Etienne Balibar (professeur, université de Paris-Nanterre), Gilles Bataillon (EHESS), Laurent Bazin (anthropologue, CNRS), Annie Benveniste (anthropologue, université Paris-VIII), Rivka Bercovici (mairie de Paris), Renée Blancheton Sciller (enseignante), Véronique Bontemps (chargée de recherche, CNRS), Etienne Bourel (anthropologue, université Lyon-II), Michel Carassou (écrivain), Brigitte Chauvin (mathématicienne, professeure, université de Versailles), Hélène Claudot-Hawa (anthropologue, CNRS), Jean-Baptiste Comby (sociologue, université Paris-II), Anne Coppel (sociologue), Annie Cyngiser (sociologue), Claudine Dardy (professeure), Sonia Dayan-Herzbrun (sociologue, université Paris-Diderot), Catherine Deschamps (sociologue, Ecole nationale d'architecture, Paris Val-de-Seine), Rémy Dor (ethnolinguiste), Stéphane Douailler (philosophe, université Paris-VIII), Marie-Dominique Garnier (angliciste, université Paris-VIII), Sabine Dupuy (sociologue), Suzanne Durret, Arlette Farge (EHESS), Franck Fischbach (professeur de philosophie, université de Strasbourg), Pascale Fontaine (EHESS), Jean-Claude Galey (EHESS), Dominique Glaymann (université d'Evry), Mélanie Gourarier (anthropologue, CNRS), Judith Hayem (anthropologue, université Lille-I), Bernard Hourcade (CNRS), Bernard Hours (anthropologue, Institut de recherche pour le développement), Fanny Jedlicki (sociologue, université du Havre), Aissa Kadri (professeure, université Paris-VIII), Fatiha Kaoues (Institut d'ethnologie méditerranéenne et comparative), Salam Kawakibi (politologue), Nicole Khouri (sociologue, université Paris-I), Ariane Lantz (sociologue), Pierre Lantz (sociologue, université Paris-VIII), Estelle Le Touzé (mission Habitat), S. K. Levin (journaliste), Jacques Lewkowicz (président de l'Union des juifs

pour la résistance et l'entraide (UJRE)), Alain Mahe (EHESS), Valérie Marange (philosophe, psychanalyste), Joëlle Marelli (traductrice), Mohamed Mebtoul (anthropologue, université d'Oran), Gisèle Miski (chef monteuse), Christian de Montlibert (sociologue, université de Strasbourg), Louis Moreau de Bellaing (sociologue), Barbara Morovich (anthropologue, Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg), Véronique Nahoum-Grappe (anthropologue, EHESS), Bertrand Ogilvie (philosophe, université Paris-VIII), Françoise Palumbo (*Journal des anthropologues*), Juile Peghini (anthropologue, université Paris-VIII), Thomas Piketty (économiste), Philippe Poutignat (sociologue, Unité de recherche migrations et société (Urmis)), Anne Querrien (*Chimères*), Claude Redele (sérigraphiste), Diogo Sardinha (philosophe), Monique Selim (anthropologue, IRD), Guillaume Sibertin-Blanc (professeur, université Paris-VIII), Claude Szatan (fonctionnaire territorial), Pascale Tissier (architecte), Christian Topalov (CNRS), Guy Trastour (*Chimères*), Maryse Tripier (professeure, université Paris-Diderot), Christian Vaillant (ancien libraire), Chritiane Volaire (philosophe), Pierre Wermeren (professeur Paris-I), Tassadit Yacine (anthropologue, EHESS), Jean-Pierre Zirotti (professeur, université de Nice).